



## SERGIO, UN AMI DE LA PAIX MORT A LA GUERRE

Des hommes de guerre meurent dans leur lit, en paix.

Des hommes de paix meurent à la guerre. Sergio Vieira de Mello était un homme de paix.

Sergio Vieira de Mello, victime de l'attentat contre les bureaux des Nations Unies pendant sa mission de représentant spécial du Secrétaire-Général de l'ONU pour l'Irak, était notre ami.

Deux mois avant sa disparition brutale, il nous recevait dans son bureau de Haut Commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme. (suite p. 11)

-  *Editorial (J.-P. Stroot)*
-  *Hommage S. V. de Mello*
-  *Irak : bilan provisoire (G. Galice)*
-  *Le désarmement à Genève (J.-P. S)*
-  *"Paradise and Power" (G. Galice)*
-  *Bolivie : Les enjeux (L. Serradell)*
-  *Activités et communiqués*
-  *ProGIPRI*

*Les membres du Conseil de Fondation et les collaborateurs du GIPRI vous adressent leurs vœux pour 2004. Partout la paix est précaire. Plus que jamais, vision claire et réflexion seront nécessaires pour éviter nouvelles catastrophes et massacres.*

*Que 2004 soit une année de bonheur et de succès pour vos familles, vous-mêmes et vos collaborateurs*

*The members of the board and the collaborators of GIPRI address their wishes for 2004. Everywhere peace is fragile. More than ever, clear vision and reflection will be essential to avoid new catastrophes and massacres.*

*Let 2004 be a year of happiness and success for your families, yourself and your collaborators.*

**CONFERENCE LE 16 JANVIER SUR  
« L'INITIATIVE DE GENEVE »  
VOIR PAGE 12**

**VISITEZ NOTRE NOUVEAU SITE INTERNET !  
[http// : www.gipri.ch](http://www.gipri.ch)**

## DESORDRE...

La guerre en Irak n'est pas finie<sup>1</sup>. Pas plus que la guerre, plus discrète aujourd'hui, en Afghanistan. Soldats, personnel humanitaire et civils en sont tous les jours les victimes. Si le nombre de soldats tués est répertorié, il n'en va pas de même des civils relégués au rang de dégâts collatéraux.

Quelle est la logique des événements en cours ? Indubitablement, il en existe une et elle ne relève pas du surréalisme. Nul ne pouvait ignorer que les nouvelles guerres

<sup>1</sup> Le bulletin n° 7 avait prudemment parlé d'une fin apparente !

déboucheraient sur le *désordre* observé, à moins d'avoir affaire à des ignorants irresponsables. L'un ou l'autre peut souffrir de déficience mentale ou caractérielle, mais la politique d'un grand pays n'est pas le fait d'un seul homme, quelque soit le régime. Il n'est pas imaginable que de grandes puissances, qui disposent de l'expertise requise, se lancent gratuitement dans l'entreprise de déstabilisation actuelle. Bien sûr, les décisions comportent une part de risque, mais celui-ci fait normalement partie de l'évaluation globale d'une situation évolutive.

A première vue, la situation actuelle pourrait s'apparenter au *chaos*. Tel était le premier titre donné à cet article, mais cela aurait été un abus de langage. Le *chaos* est une notion bien précise. Il décrit un état de fait soumis aux aléas de fluctuations qui, même minimes, ouvrent des perspectives très différentes les unes des autres sans pouvoir décider a priori laquelle se réalisera. Au *chaos* correspond une perte de contrôle. Tout et son contraire peuvent se produire, bien ou mal. Le *désordre* peut être organisé, à condition de maîtriser les dérives qui le rapprochent du *chaos*. Cette maîtrise est de

plus en plus mise en doute depuis le début de la guerre, à vrai dire depuis la guerre Iran-Irak déjà manipulée de l'extérieur.

Aujourd'hui, la notion de guerre préventive<sup>2</sup> annonce la permanence du *désordre* lié à la succession des guerres à venir.

Le terrorisme est aux marches de l'empire. Veut-il s'infiltrer, tous les moyens sont bons pour le combattre. L'ennui est que l'ennemi est partout et nulle part et qu'il ne se ressemble jamais deux fois à l'identique. A son sujet, on parle de nébuleuse ! On le définit au fur et à mesure des besoins.

Il faut non seulement combattre ce terrorisme sans vrai visage, mais encore et avant tout prévenir les intentions qu'on lui prête. "Je tire d'abord et je discute ensuite". La guerre devient permanente et la paix ne sera donc pas pour demain. Comme le dit le président Bush malgré les troubles en Irak "L'Amérique ne reculera pas car elle entend assurer sa sécurité". En attendant, il semblerait que Al Qaida intervienne désormais dans ce pays alors qu'elle ne s'y trouvait pas avant guerre. Mais qu'est-ce qu'Al Qaida ?

<sup>2</sup> En anglais "preemptive war". La préemption se rapporte à l'achat d'un bien avant un autre. La confusion sémantique, introduite par ce néologisme, tend à éviter l'emploi de prévention qui implique une volonté de précéder une action quelle qu'en soit la probabilité et à donner l'idée d'anticiper une action inéluctable.

Les actes de terreur sont bien réels et intolérables. Toutefois les dégâts qu'ils provoquent sont sans commune mesure avec les guerres entreprises pour y mettre fin. Le cas de l'Afghanistan est exemplaire.

Partout où la guerre s'installe, partout se décomposent les sociétés. Cela concerne les pays fragiles aux économies incertaines. Cela concerne aussi les pays riches puisqu'ils sont en état de guerre. Cela concerne jusqu'au centre de l'empire et de sa périphérie proche où les libertés s'effritent sous l'effet de lois d'exception. Le discours politique se simplifie et tend vers le manichéisme au nom duquel les mesures arbitraires et bureaucratiques<sup>3</sup> prospèrent. Celles-ci entraînent une militarisation accrue de la recherche scientifique, en particulier de la biologie en général et de la neurobiologie. Mettre sous tutelle cette science qui concerne tous les aspects de la vie revient à mener en douceur la militarisation de la société.

<sup>3</sup> Certaines se retournent contre leurs auteurs. Suite à la nouvelle loi sur la surveillance des produits toxiques, la mise en accusation de T. Butler, un épidémiologiste d'une université du Texas, pour avoir avoué avoir égaré des échantillons de bacille de la peste, sème la panique chez les chercheurs américains (New Scientist, 2420, (Nov. 2003), 7) et met en péril la vitalité de la recherche dans un domaine crucial pour la santé publique des Etats-Unis et d'ailleurs.

L'Afrique est en état de décomposition, sans perspective réelle. Le fait n'est pas nouveau, mais la situation s'aggrave. La totalité du Proche Orient se retrouve dans un équilibre plus que précaire. L'Amérique latine ne va guère mieux.

Quelques gouvernements tentent de réagir, mais en auront-ils le loisir ? L'Asie du Sud risque d'entrer dans la tourmente du Moyen Orient. Seule la Chine, forte de ses traditions et de son poids démographique, paraît capable de surmonter ses problèmes et de maintenir une certaine cohésion.

Tous les pays mentionnés ont fait partie des ex-empires coloniaux. Quel est leur niveau d'indépendance réelle ? Leur propre instabilité se répercute jusque chez le monde industriel. C'est dans cette direction qu'il faut sans doute trouver l'origine de la ségrégation de leurs couches pauvres par les sociétés dites développées et leur évolution vers la sécurité teintée d'autoritarisme qu'elle provoque inmanquablement.

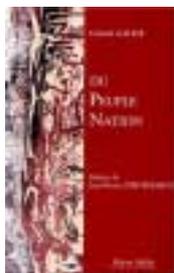
Peu d'outils scientifiques permettent à l'heure actuelle de comprendre dans sa totalité la logique de ce qui s'observe et d'en changer le cours. Tel est le côté tragique des événements actuels. Sont-ils inéluctables ? Le *chaos* est-il inéluctable ?

Jean-Pierre Stroot

## « Du Peuple-nation : essai sur le milieu national de peuples d'Europe »

Gabriel Galice

(Lyon, Mario Mella Edition)



L'essai de Gabriel Galice est un travail qui mobilise plusieurs disciplines et outils intellectuels puisés dans la formation théorique et pratique de l'auteur. Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble (section économie et finances), Docteur en Etudes urbaines, l'auteur exerça d'abord le métier d'économiste local, puis de gestionnaire d'une collectivité, avant de conduire des missions de formation et d'expertise dans plusieurs pays d'Europe Centrale et Orientale. La thèse centrale prend « la mondialisation » à rebrousse-poil. A l'encontre de l'idée reçue selon laquelle les faits internationaux s'imposeraient aux peuples, Gabriel Galice explique que les sources sont à chercher dans la recomposition sociale et politique interne à des pays conduisant la révolution néo-libérale. Une partie des *élites* s'est dissociée du peuple, devenant des *oligarchies* autocrates et internationalisées.

Le populisme est la revanche des peuples délaissés par les élites dissociées. Le processus se met en œuvre par de nouvelles connections entre les *territoires* et les *réseaux* ainsi qu'entre les sphères économique, politique et militaire. De sa formation en études urbaines, l'auteur retient le fait que les hommes et les sociétés construisent le milieu qu'ils habitent, milieu qui, en retour, les habite, formant leur *habitus national* en reliant les créations artistiques et les institutions politiques. Après avoir brossé le cadre théorique d'une analyse que résume l'expression de « Système National-Mondial Hiérarchisé » (enrichie à partir de la notion proposée par Michel Beaud), Gabriel Galice confronte son corps d'hypothèses aux réalités de cinq pays européens. Il observe et commente la construction par les peuples allemand, britannique, italien, espagnol et belge de leur réalité nationale.

GIPRI

# Irak : bilan provisoire d'une guerre durable

« *But what of the costs ? Even asking such a question may be thought a sign of insufficient resolve at best and appeasement at worst. However, while cost estimates are often ignored when war is debated, most people recognize that the costs in dollars, and especially in blood, are acceptable only as long as they are low.* » (« Et que dire des coûts ? Le simple fait de poser la question peut passer au mieux pour une insuffisante, au pire pour un renoncement. Cependant, si l'évaluation des coûts est souvent ignoré quand la guerre est en débat, la plupart des gens ne tiennent pour acceptables les coûts en dollars, et plus encore en sang versé, que quand ils sont bas. »)

William D. Nordhaus - "The Economic Consequences of a War with Irak."

*War with Irak. Costs, Consequences, and Alternatives.* - American Academy of Arts and Sciences, Cambridge, 2002

Le conflit de « haute intensité » est achevé mais les combats continuent, entre résistance, guérilla et guerre civile. Les forces américaines déclarent avoir perdu plus de vies humaines dans leurs rangs depuis la fin officielle de la guerre que pendant le conflit. La guerre perdure.

Il est moins simple d'arrêter la violence que de la déchaîner...ou de la retenir. C'est la raison pour laquelle le sens des réalités est plus souvent du côté des faiseurs de paix qu'avec les fauteurs de guerre, qui se targuent volontiers de réalisme. A l'épreuve des faits, Kant n'est pas moins réaliste que Hobbes.

Qui a gagné quoi ? Qui a perdu quoi ? Avec qui ? Pourquoi ?

Deux questions valent d'ores et déjà d'être posées :

- 1) Quelle est la nature de cette guerre ?
- 2) Quel en est le coût ?

## 1) Quelle est la nature de cette guerre ?

Comme « la guerre contre le terrorisme » dont elle est un prétexte (parmi d'autres), la guerre contre l'Irak est une guerre globale. Elle est une guerre entre deux pays, entre deux zones géographiques, elle est locale mais aussi mondiale en ce qu'elle polarise des alliances. Elle est aussi globale en ce qu'elle comporte des dimensions indissolublement économiques, culturelles, politiques et militaires.

## 2) Quel est le coût de cette guerre ?

Quel coût et pour qui ?

Qu'il s'agisse de pertes humaines ou matérielles, la comptabilité est singulièrement asymétrique. Coupables de tout (y compris des méfaits d'un dictateur que, par définition, ils n'ont pas choisis), les Irakiens font les frais de leurs prédateurs nationaux et internationaux, publics ou privés, civils et militaires. Nul ne décompte leurs victimes, en tout cas pas ceux qui les font.

Et d'abord, cette guerre a-t-elle commencé avec le début officiel de l'attaque massive d'avril 2003 ? Depuis 1990, le peuple irakien subit une guerre dont l'intensité varie. Il

subissait les sanctions du programme « pétrole contre nourriture ». Il subissait les attaques aériennes régulières des aviations étasunienne et britannique. A parler rigoureusement, il s'agit d'un « génocide »<sup>4</sup>, pour de « bonnes » ou de « mauvaises » raisons : directement ou indirectement, le conflit a tué au bas mot un million d'Irakiens depuis 1990. Le coût doit s'appréhender 1) en vies humaines 2) en dépenses financières et destructions matérielles 3) en pertes patrimoniales 4) en désorganisation sociale 5) en coût diplomatique

Les recettes se mesurent 1) en gain financier selon la logique de la destruction créatrice monétaire 2) en bénéfice politique éventuel. Chaque fois, il convient de préciser qui paie et qui bénéficie. La perte du contribuable étasunien est-elle compensée à proportion par un gain des pétroliers des Etats-unis, par exemple ?

## 2.1 Pertes et dommages humains

Le nombre de morts civils et militaires n'est pas connu depuis le début de la guerre. La comptabilité méticuleuse des pertes concerne la mort de soldats occupants. La puissance occupante publie une comptabilité méticuleuse (mais est-elle rigoureuse ?) de ses pertes depuis la fin officielle de la guerre surtout.

Les Américains auraient perdu près de 200 morts par l'ennemi et près d'une centaine par accident ou erreurs de tirs. Les Britanniques auraient perdu au moins 42 soldats. Le ministère de la santé irakien a dénombré 1764 morts, précisant que ce chiffre ne prend en compte que les données fournies par quelques établissements hospitaliers. Le site

<http://www.Irakbodycount.net/bodycount.htm>

<sup>4</sup> Les juristes ergoteront à bon droit. La définition du génocide est l'« infraction internationale consistant en la destruction **intentionnelle** de tout ou partie d'un groupe national, racial, ou religieux » (*Dictionnaire de droit international public*, Jean Salmon (dir.), Bruxelles, Bruylant, 2001. Il s'agirait ici d'une destruction « collatérale ».

fournit une estimation moyenne de 8580 civils tués (dont 1500 à Bagdad) et environ 20 000 blessés. Il faut ajouter les morts enterrés par les familles et les corps abandonnés dans les décombres. Il faut prendre en compte les décès par maladie, liés à la pénurie d'eau, d'électricité, etc. A ces morts, il convient d'ajouter les blessés et mutilés, y compris les victimes des mines anti-personnel et de bombes à fragmentation, dont les effets se font sentir après les combats, notamment quand les enfants jouent avec des objets parachutés ressemblant aux subsides largués. L'ONG Human Rights Watch déplore, dans un rapport de 147 pages publié vendredi 12 décembre, que plus de 1000 civils irakiens aient été tués ou blessés par quelque 13 000 bombes à fragmentation. Une vingtaine de journalistes de divers pays seraient morts. Les pertes militaires irakiennes sont inconnues. Au début des opérations, les Etats-Unis ont parlé d'un millier de soldats irakiens morts à Nadjaf et une centaine à Nassiriya.

Les morts ne sont pas tout. Les blessés à vie, les mutilés, les femmes privées de liberté, contraintes au port du voile, violées, battues sont une autre face de la « libération » de l'Irak. Le sort fait aux femmes est un indice de civilisation. Ces femmes jadis opposées à la dictature disent que c'est pire aujourd'hui. Toute occupation étrangère opprime plus encore les femmes. Fatima Mernissi nous en instruit à propos des suites de l'occupation française du Maroc, en 1912 : « Quand le *Makhzen*, c'est-à-dire l'Etat, n'exprime pas la volonté du peuple, continuait Yasmina, ce sont toujours les femmes qui en font les frais, car l'insécurité et la violence s'installent<sup>5</sup>. »

## 2.2. Les coûts financiers

Le calcul économique est complexe. D'abord parce que les sources comptables sont litigieuses par définition. Ensuite, parce qu'il faut prendre en compte les dépenses et recettes d'une part, les intérêts contradictoires d'autre part. Pour les Etats-Unis, il faut

<sup>5</sup> Fatima Mernissi, *Rêves de femmes*, Paris, Albin Michel, 1996, p.35.

distinguer les dépenses, largement publiques, et les recettes, principalement privées mais nourrissant par l'impôt (en principe) le budget fédéral. Il s'agit d'un « keynésianisme de guerre », celui que préfèrent les conservateurs américains. Il permet d'asseoir la domination politique en assurant la suprématie militaire et en stimulant une certaine croissance économique. Jean-François Daguzan et Pascal Lorot analysent la guerre comme production de richesses : « L'influence directe de l'économie sur la guerre peut se classer en trois grandes catégories : la guerre en tant que vol à main armée, la guerre pour le commerce, l'économie comme arme<sup>6</sup>. » Pour leur part, Jacques Fontanel et Liliane Bensahel notent que « la liaison entre économie et guerre est complexe, l'un et l'autre étant tour à tour fin et moyen<sup>7</sup>. » La dernière guerre contre l'Irak illustre parfaitement ces propos.

### 2.2.1. Le coût financier pour les Etats-Unis

*"Every gun that is made, every warship launched, every rocket fired, signifies in the final sense a theft from those who hunger and are not fed, those who are cold and are not clothed."* <sup>8</sup> Président Dwight D. Eisenhower 16 avril 1953

Les estimations initiales faisaient état de trois fois le coût de la première guerre du Golfe, soit 171 milliards de \$, soit 1,7% du PIB des Etats-Unis. L'économiste William Nordhaus

(<http://www.econ.yale.edu/~nordhaus/homepage/Irak.html>) estimait que dans le cas (improbable) d'une victoire rapide, une guerre coûterait 121 milliards de dollars, mais que la facture pourrait monter jusqu'à 1600 milliards si le conflit se prolongeait<sup>9</sup>. Les chiffres actuels ) avoisinent les 75 milliards de \$.

(<http://costofwar.com/numbers.html>)

Le Congrès des Etats-Unis vient de voter une rallonge de 87 milliards dont 51 milliards couvriront les dépenses militaires et 18,6 milliards la rénovation de l'industrie pétrolière, la police et la reconstruction économique et politique. En avril, l'engagement financier était à hauteur de 79 milliards, dont 62,4 pour la guerre en Irak et une rallonge pour les opérations en Afghanistan. Les démocrates souhaitent que les partenaires des Etats-Unis leur allègent le fardeau sans montrer beaucoup de réticence quant au bien-fondé des dépenses.

<sup>6</sup> Jean-François Daguzan et Pascal Lorot, « Guerre et économie : un mariage pour le meilleur et pour le pire », *Guerre et économie*, Paris, Ellipses, 2003, p.29-32.

<sup>7</sup> Jacques Fontanel et Liliane Bensahel, « Guerre et économie : les liaisons dangereuses », *Guerre et économie*, livre cité, p.41.

<sup>8</sup> chaque fusil qui est fabriqué, chaque navire de guerre qui est lancé, chaque fusée qui est tirée, signifie en fin de compte, un vol de ceux qui ont faim et qui ne sont pas nourris, de ceux qui ont froid et ne sont vêtus.

<sup>9</sup> [http://solidariteetprogres.online.fr/News/Asie/breve\\_624.html](http://solidariteetprogres.online.fr/News/Asie/breve_624.html)

Les retours d'investissement attendus misent sur les recettes tirées du pétrole mais aussi sur le financement de la reconstruction par les budgets publics, c'est-à-dire les contribuables. Les réserves pétrolières avérées de l'Irak sont estimées à 112 milliards de barils<sup>10</sup>. En 2001 et 2002, l'extraction quotidienne était de 2,5 millions de barils. Ce retour d'investissement associe la rentabilité des bailleurs de fonds de la campagne électorale de George W Bush et de son équipe. Attachés à une vision inédite de la « destruction créatrice » conceptualisée par Joseph Schumpeter, le Pentagone et le président Bush considèrent que seuls ceux qui ont détruit l'Irak peuvent participer à sa reconstruction. Le même ministère de la défense relève toutefois des abus dans le prélèvement des bénéfices tirés de prix de vente excessifs. KBR, filiale d'Halliburton dont le vice-président Dick Cheney fut naguère un dirigeant (et dont il perçoit encore des arriérés d'émoluments), se voit reprocher une surfacturation de quelque 60 millions de \$ sur le carburant fourni aux troupes d'occupation. Le groupe Halliburton a bénéficié de marchés irakiens à hauteur de 2,2 milliards de \$.

La productivité opère par les modes de gestion des hommes et des ressources financières. *The Financial Times* du 14 octobre titre « Contractors in Irak accused of importing labour and exporting profit ». En indiquant que les sous-traitants font venir du Sud-Est asiatique une main-d'œuvre bon marché. Le journal pose la question de la rentabilité socio-économique des sommes investies par le contribuable. La sécurité, le terrorisme, servent de prétexte à la mise à l'écart de la population<sup>11</sup>.

### 2.2.2. Le coût financier pour l'Irak

A titre de référence, la première guerre du Golfe a détruit 230 milliards d'infrastructures<sup>12</sup>, soit, pour un PIB d'environ 59 milliards (évaluation CIA), l'équivalent de presque 4 ans de création annuelle de richesses. Les projections pour la reconstruction en 2002 s'élèvent à 30 milliards \$.

Avec un solide cynisme, de grandes entreprises demandaient et obtenaient de la commission d'indemnisation des Nations Unies des dédommagements non seulement pour des pertes effectives mais même pour des manques à gagner. *Le Courrier* avait publié un article documenté<sup>13</sup>, actualisé

<sup>10</sup> 1 baril = 158,8 litres.

<sup>11</sup> Colonel Damon Walsh : "From a force protection standpoint, Iraqis are more vulnerable to a bad guy influence."

<sup>12</sup> Abbas Alnasrawi, *The Economy of Iraq*, Greenwood Press, 1994, cite par William D Nordhaus, "The Economic Consequences of a War with Iraq", *War with Irak Costs, Consequences, and Alternatives*, American Academy of Arts and Sciences, Cambridge, 2002.

<sup>13</sup> « Manuel Grandjean, « Cent ans de punition pour quarante jours de guerre », *Le Courrier*, 2 avril 2001.

ensuite<sup>14</sup>, *Le Monde diplomatique* également<sup>15</sup>. La décence nous interdit de livrer ici les noms des prédateurs du peuple irakien... Pour son seul fonctionnement, la commission a coûté 50 millions de \$ par an, soit, de 1991 à 2003, au moins 600 millions de \$. Auxquels s'ajoute la ponction des indemnités : 1,5 milliard par an. Sauf changement, le peuple irakien paiera jusqu'en 2060 les frais de la première guerre entre « son » régime et les forces coalisées. Quel équivalent pour indemniser les Irakiens de leurs pertes matérielles et humaines ? Le coût du pillage des musées irakiens est aléatoire, dans un pays qui fut un berceau de la civilisation et de l'écriture.

Quelles compensations pour les crimes de guerres qui risquent fort de demeurer impunis ?

Quelle incidence démographique cumulée, dans le temps ? Le coût de la dernière guerre n'est pas totalisable : elle n'est pas finie. « L'Irak paiera » est le leitmotiv. Mark Medisch le proclame dans *The New-York Times*, sous le titre « Make Baghdad pay » (Faire payer Bagdad). Avocat à Washington, ancien membre du département du trésor et du National Security Council, Mark Medisch représente les entreprises internationales créancières de l'Irak. Qui est « Bagdad » sinon le peuple irakien, débiteur de ses « chers libérateurs » et créancier sur un régime défunt insolvable ?

### 2.3. Le coût politique

Le coût politique est supérieur au gain pour plusieurs protagonistes, à commencer par la communauté internationale des Etats, dont l'ONU est l'expression. La seconde victime du processus guerrier pourrait bien être les Etats-Unis eux-mêmes.

Leur engagement unilatéral, en marge du droit, décrédibilisa les fondements de l'action. La révélation de l'inexistence d'armes bactériologiques et chimiques, prétexte à l'engagement, porte atteinte au bien-fondé des modalités choisies, contre l'avis des experts de l'ONU.

L'enlèvement actuel, les morts nombreux, entachent la version d'une guerre rapide et propre conduisant à la libération du peuple irakien. Le renversement de la dictature, dans ces conditions, crée le désordre. La présence militaire étrangère constitue un appel d'air pour les groupes terroristes qui ne se trouvaient pas en Irak avant la guerre. Dans cet imbroglio, on peut espérer que ceux qui en profiteront à terme seront ceux qui feront prévaloir la raison et la paix.

<sup>14</sup> Gilles Labarthe, « 2,6 millions de plaintes contre l'Irak : affaire classée », *Le Courrier*, 22 septembre 2003, <http://www.lecourrier.ch/modules.php?op=modload&name=NewsPaper&file=article&sid=2733>.

<sup>15</sup> Alain Gresh, « Indemnités sous influence », *le Monde diplomatique*, octobre 2000.

## Les négociations sur le désarmement à Genève.

Les incertitudes et la dégradation des relations internationales aux marges du monde industrialisé, d'une part, et le développement de nouvelles techniques qui pourraient trouver des applications militaires, d'autre part, pèsent sur les négociations de désarmement ou de simple maîtrise des armements (arms control en anglais).

Deux traités, le CCW (*Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques de nature à causer des maux excessifs ou à frapper sans discrimination*) et le BWC (*Convention sur l'interdiction des armes biologiques ou à toxines*) ont récemment connu des réunions d'experts et de préparation aux réunions d'examen périodique prévues par les textes.

La CCW a enregistré un certain progrès. Un nouveau protocole attribue enfin la responsabilité de débarrasser les résidus explosifs abandonnés après combat à ceux qui les ont dispersés. Les plus dangereux sont les petites bombes à fragmentation lâchées par certaines dans des conteneurs sur des concentrations de troupes (ou de civils en cas de bavure pudiquement appelée « dégâts collatéraux »). 10 à 30% n'explorent pas lors de la dispersion et elles constituent un danger assez semblable à celui des mines antipersonnel. Les enlever est désormais une obligation légale. Enfin, il vaut mieux dire « sera », car le processus de ratification par les Etats parties est long. Il est remarquable que l'interdiction de ces armes ne soit pas à l'ordre du jour. Les armées apprécient leur puissance de "nettoyage" sur des surfaces importantes. Il est question de recommander d'améliorer le taux d'explosions réussies et d'introduire un mécanisme d'autodestruction après usage. Cette proposition est illusoire car une telle sophistication n'est pas accessible à tous. Il s'agit toutefois de la première mesure de limitation d'armement (à ne pas confondre avec le désarmement) depuis plusieurs années.

Il en va autrement de la BCW, dont le prochain examen aura lieu en 2006. Plus rien ne bouge sur le plan de la vérification internationale de la convention. L'accent est mis sur l'adoption de législations nationales. Par ailleurs, le problème se complique à cause du développement rapide de la biogénétique et de son contrôle par les pouvoirs

civils et militaires. De plus la confusion entre armes de guerre et moyens de contrôle des populations s'étend en même temps que les contradictions entre les missions des armées et celles de la police. La question des armes prétendument non létales fait l'objet de marchandages concernant l'exclusion ou l'admission de certains produits, notamment les neurotoxines qui pourraient être utilisés lors de l'interrogatoire de prisonniers.

La *Conférence du Désarmement* (CD) n'a toujours pas d'ordre du jour. Le déploiement d'armes dans l'espace reste une menace. Nombreux sont ceux qui ne voient plus comment l'éviter. De nouvelles armes nucléaires sont en cours d'étude à la demande de l'administration américaine, qui a reçu le feu vert et le financement de la Chambre des représentants et du Sénat. L'utilisation d'armes nucléaires sur les prochains champs de bataille semble inéluctable à certains. Cependant tout doit être tenté pour éviter l'escalade. Ces armes sont les seules vraies armes de destruction massive. Il est grand temps que le public en prenne conscience.

Le TNP (traité de non-prolifération des armes nucléaires) est une base incontournable de la maîtrise des armes nucléaires. La *commission genevoise des ONG pour le désarmement nucléaire* se préoccupe à juste titre de l'avenir de ce traité. Certains se réjouissent de la ratification récente du TNP par le Timor oriental et de maîtriser les quelques microgrammes de plutonium que les derniers essais dans le Pacifique auraient pu oublier sur cette île. Plus important, l'Iran est en passe de se soumettre à la totalité des investigations qui concernent les activités prohibées en ratifiant le protocole additionnel aux garanties nucléaires de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) chargée de la vérification de la conformation aux prescriptions du TNP. Le problème de l'armement nucléaire de la Corée du Nord fait également l'objet de négociations permanentes.

Mais ces soucis présentent une face quasi surréaliste s'il est tenu compte de la présence de plus d'une dizaine de gigatonnes<sup>16</sup> d'équivalent TNT dans les arsenaux déclarés (d'une à deux tonne par habitant de

<sup>16</sup> Une gigatonne = un milliard de tonnes; TNT (Tri Nitrol Toluène) : l'explosif chimique de référence.

la planète !) L'absence de volonté des pays nucléaires de se conformer aux promesses de l'article VI du traité, c'est à dire de tendre vers le désarmement nucléaire total, le ridiculise. Même s'il est vrai que des coupes ont déjà été opérées, principalement en ce qui concerne les armes en voie d'obsolescence, les quelque 2000 têtes stratégiques russes et le même nombre de têtes américaines déployées, couplées aux armes stockées et aux armes tactiques n'annoncent pas un vrai désarmement, quand on se rappelle que dans les années cinquante le nombre de têtes nécessaires pour la destruction mutuelle des deux superpuissances s'évaluait entre trois et cinq cents pièces!

La question fondamentale reste donc de savoir pourquoi les cinq grandes puissances, déjà nucléaires en 1968 lors de la signature du TNP, tiennent à ce point à conserver leurs privilèges et pourquoi elles n'hésitent pas, pour certaines à manquer à leur obligation de tendre vers le désarmement nucléaire. Ainsi, les motifs, qui ont été invoqués par l'administration Bush pour obtenir l'autorisation de l'étude, déjà citée, de nouvelles armes nucléaires, sont le besoin de disposer d'armes susceptibles de détruire d'éventuelles réserves d'armes chimiques et biologiques profondément enterrées et celui d'augmenter la crédibilité de dissuasion d'états « voyous » qui se doteraient d'armes de destruction massive. Ils sont illusoire comme le montre une étude parue dans la revue de la société américaine de physique<sup>17</sup>. Cette attitude contribue à ôter tout espoir de voir les trois autres pays qui ont développé un arsenal nucléaire depuis 1968, c'est-à-dire Israël, Inde et Pakistan de renoncer aux armes nucléaires.

Les ONG envisagent de ranimer les mouvements antinucléaires avant la prochaine conférence d'examen du TNP en 2005. Toutes les voies doivent être utilisées désormais pour mettre le grand public en garde contre une menace dont il ne perçoit plus la réalité et dont le détourne la logomachie sur le « terrorisme ».

J.P. Stroot

<sup>17</sup> Physics Today, November 2003, page 32.

**« Paradise & Power –  
America and Europe in the new world order »**  
de Robert Kagan – Atlantic Books, London, 2003.

Gabriel Galice

Robert Kagan est présenté comme un des penseurs en vogue parmi les conservateurs au pouvoir aujourd'hui à Washington. Son livre est un best-seller. Sa lecture conduit à penser que sa notoriété vaut plus pour ses talents de publiciste porté par une conjoncture et un milieu favorables que pour la profondeur de sa réflexion stratégique. Qu'on en juge par ces extraits.

Texte original	Traduction française	Commentaire
<p>« The United States, they argue, resorts to force more quickly and, compared with Europe, is less patient with diplomacy. Americans generally see the world divided between good and evil, between friends and enemies, while Europeans see a more complex picture (p.4). (...)</p> <p style="text-align: center;">*</p>	<p>“Les Etats-Unis, disent-ils, ont plus rapidement recours à la force et, comparés à l'Europe, sont moins patients en diplomatie. Les Américains pour la plupart voient le monde divisé entre le bien et le mal, entre amis et ennemis, tandis que les européens ont une vision plus complexe. (...)</p>	<p>1) Un pays n'est pas « patient » ou « impatient ». S'exprime ici une personnalisation coutumière et abusivement analogique. 2) La division entre bien et mal renvoie à la théologie ou à la politique. Dans ce dernier cas, autant se réclamer franchement de Carl Schmidt. (théoricien autoritaire allemand 1895-1988)</p>
<p>The American refusal to participate in the institution Wilson created destroyed whatever small chance it may have to succeed (13). (...) The Balkan conflicts of that decade forced the United States to continue attending to Europe as a strategic priority (20). (...)</p>	<p>Le refus américain de participer à l'institution créée par Wilson a détruit sa moindre chance de réussite potentielle (13). (...) Le Conflit dans les Balkans de cette décennie a contraint les Etats-Unis à continuer son assistance envers l'Europe et ce en tant que priorité stratégique. (...)</p>	<p>1) Il conviendrait d'expliquer ce revirement, les tenants et aboutissants des deux politiques. 2) Il est plus raisonnable de penser que les E.U. ont mis à profit la crise balkanique pour polariser leurs alliés autour d'eux, redistribuer les cartes.</p> <p style="text-align: center;">*</p>
<p>If the end of the Cold War had ushered in an era where economic power mattered more than the military power, as many in both Europe and the United States had expected it would, then the European Union would indeed have been poised to shape the world order with as much influence as the United States. But the end of the Cold War did not reduce the salience of military power, and European discovered that economic power did not necessary translate into strategic and geopolitical power (21-22). (...) It was unrealistic to expect Europeans to return to the international great-power status they had enjoyed prior to world war II, unless European peoples were willing to shift significant resources from social to military programs and to restructure and modernize their militaries to replace forces designed for passive territorial defense with forces capable of being delivered and sustained far from home (p.24-25) (...)</p> <p style="text-align: center;">*</p>	<p>Si la fin de la Guerre Froide a inauguré une ère où le pouvoir économique importait plus que le militaire, comme beaucoup s'y attendaient en Europe et aux Etats-Unis, à ce moment là l'Union Européenne aurait dû en effet équilibrer pour façonner l'ordre du monde avec autant d'influence que les E.U. Mais la fin de la guerre froide n'a pas réduit d'une <b>once</b> les puissances militaires et l'Europe a découvert que la puissance économique ne se traduisait pas forcément par un pouvoir stratégique et géopolitique. (21-22). (...) Il était irréaliste d'attendre des Européens qu'ils recouvrent le statut de grande puissance internationale dont ils jouissaient avant la deuxième guerre mondiale, à moins que les peuples européens ne veuillent transférer des ressources importantes des programmes sociaux vers les militaires, restructurer et moderniser leur force militaire afin de remplacer des forces conçues pour la défense passive du territoire par des forces capables d'être livrées et soutenues loin de chez elles.</p> <p style="text-align: center;">*</p>	<p>1) Remarque pertinente qui vaudrait un approfondissement sur la nature des pouvoirs « économique » et « militaire » et leurs interconnexions. 2) Il était en effet irréaliste de penser que les empires britannique et français allaient retrouver leur poids. Mais c'est aussi une affaire de politique, à laquelle les E.U ont pris une part active (dans l'affaire de Suez notamment). 3) Remarque à creuser sur les attributs de la puissance et la définition d'icelle. Question stratégique aussi. Jusqu'à quel point les dépenses sociales sont-elles superflues ? A partir de quel stade menacent-elles la cohésion nationale et, par suite, la capacité de rayonnement ?</p> <p style="text-align: center;">*</p>
<p>From the first Bush administration through the Clinton Years, American strategy and force planning continued to be based on the premise that the United States might have to fight and win two wars in different region of the world almost simultaneously (p26) (...)</p>	<p>Depuis la première administration Bush jusqu'aux années Clinton, la stratégie et la répartition des forces américaines continua à être basée sur les prémisses que les Etats-Unis pourraient devoir se battre et vaincre deux guerres dans différentes régions du globe, presque simultanément. (p.26) (...)</p>	<p>L'assertion a un double mérite : évoquer la pensée stratégique de deux guerres simultanées, souligner une continuité entre les politiques républicaines et démocrates, nonobstant des accents manifestement distincts.</p>
<p>The perspectives and psychologies of power and weakness explain much, though certainly not all, of what divides the United States and Europe today.(28) (...)</p>	<p>Les perspectives et les psychologies de la puissance et de la faiblesse expliquent certes beaucoup, mais certainement pas tout, sur ce qui divise les U.S.A et l'E.U aujourd'hui. (28)</p>	<p>Double faiblesse de psychologiser et de globaliser les E.U et l'Europe sans s'interroger sur les intérêts (réels ou représentés) des milieux dirigeants respectifs.</p>

<p>* The memory of the first world War made the British and French publics more fearful of Nazi Germany, not more tolerant, and this attitude contributed significantly to the appeasement strategy of the 1930s. A better explanation of Europe's greater tolerance for threats is its relative weakness. The differing psychologies of power and weakness are easy enough to understand. A man armed only with a knife may decide that a bear prowling the forest is a tolerable danger, inasmuch as the alternative-hunting the bear armed only with a knife-is actually riskier than lying low and hoping the bear never attacks. The same man armed with a rifle, however will likely make a different calculation of what constitutes a tolerable risk. (31). Americans are quicker to acknowledge the existence of threats, even to perceive them where others may not see any, because they can conceive of doing something to meet those threats.</p> <p style="text-align: center;">*</p>	<p>(...) La mémoire de la première guerre mondiale a rendu le public britannique et le français plus craintif de l'Allemagne Nazi, mais pas plus tolérant et cette attitude a contribué largement la stratégie d'apaisement des années 30. Une meilleure explication de la grande tolérance de l'Europe envers les menaces est sa faiblesse relative. Les psychologies en désaccord de la puissance et de la faiblesse sont assez faciles pour être comprises. Un homme armé d'un seul couteau décidera peut-être qu'un ours qui rôde dans la forêt est un danger tolérable, d'autant plus que l'alternative de chasser l'ours armé d'un seul couteau est à vrai dire plus risquée que de se coucher à plat ventre et d'espérer que l'ours n'attaque jamais. Le même homme, armé cette fois d'un fusil, évaluera cependant différemment ce qui constitue un risque tolérable. (31). Les américains sont plus rapides pour reconnaître l'existence de menaces, même pour les comprendre à l'avance, là ou d'autres ne s'en apercevraient pas, parce qu'ils peuvent concevoir d'entreprendre quelque chose contre ces menaces.</p> <p style="text-align: center;">*</p>	<p>Kagan doit se souvenir des histoires de trappeurs de son enfance. Après l'ours soviétique, l'ours irakien illustre le cynégétique propos. Ce discours fait de la vie internationale une jungle où s'affrontent des fauves et des chasseurs. Il omet une leçon de l'histoire : jusqu'où ne pas aller trop loin dans l'emploi de la force. Napoléon, Hitler et quelques autres l'ont appris à leurs dépens. Et aux dépens de leurs peuples.</p> <p style="text-align: center;">*</p>
<p>Europeans have stepped out of the Hobbesian world of anarchy into the Kantian world of perpetual peace. (57) (...) How nations could achieve perpetual peace without destroying human freedom was a problem Kant could not solve. But for Europe the problem was solved by the United states. By providing security from outside, the United states rendered it unnecessary for Europe's supranational government to provide it. European do not need power to achieve peace, and they do not need power to preserve it. (...) The German lion has lain down with the French lamb. (58)</p>	<p>Les Européens sont passés du monde hobbesien de l'anarchie au monde kantien de la paix perpétuelle. (...) Comment les nations pouvaient réaliser la paix perpétuelle sans détruire la liberté humaine fut un problème non résolu par Kant. Mais pour l'Europe le problème a été résolu par les E.U. En leur fournissant une sécurité de l'extérieur, les E.U. ont dispensé le gouvernement supranational de l'Europe de s'en doter, et il n'ont pas besoin d'un pouvoir pour la préserver. (...) Le lion allemand s'est couché avec l'agneau français</p>	<p>A fortiori quand ils allument l'incendie, puis jettent de l'huile sur le feu.</p> <p style="text-align: center;">*</p> <p>Une histoire de la politique étrangère des uns et des autres nous en apprend davantage sur leurs choix et leurs contradictions que les oppositions entre Hobbes et Kant, entre la paix et la liberté ou entre les Etats-Unis et l'Europe.</p> <p>La question du « gouvernement supranational » de l'Europe est irréductible au problème de la sécurité.</p> <p>Le bestiaire imaginaire de Kagan est plus exotique qu'instructif.</p>

**La nouvelle adresse Internet du GIPRI  
Merci Infomaniak Network SA !**

Le GIPRI remercie chaleureusement l'entreprise carougeoise Infomaniak Network SA qui a décidé d'héberger gratuitement notre site Internet. Une démarche citoyenne que nous saluons.

## BOLIVIE : Les enjeux d'un conflit éduant

Pour la deuxième fois en huit mois, la Bolivie s'est vue secouée en quelques semaines par de graves troubles politiques et sociaux qui ont provoqué une centaine de morts et plusieurs centaines de blessés ainsi que la démission de Gonzalo Sánchez de Lozada, président de la République, élu en 2002 avec 22 % des voix. À sa place, celui qui fut son vice-président, Carlos Mesa, a pris la relève de la présidence de la République bolivienne.

La raison de la première révolte populaire fut l'éradication des cultures du coca, qui entre dans le cadre de la guerre contre la drogue commencée par Gonzalo Sánchez de Lozada. Cette fois, les révoltes populaires eurent comme point de départ le projet d'exportation de gaz naturel bolivien aux Etats-Unis et au Mexique, via le Chili, mais elles se virent amplifiées par les opposants réclamant la démission du président.

L'actuel conflit du gaz en Bolivie se situe dans le contexte de la libéralisation des marchés promise par les négociations de l'accord de libre-échange des Amériques (ALEA), initiative lancée en 1994. Cet accord concerne toute une série de mesures : dont le démantèlement de la protection des productions nationales et des subsides de l'agriculture, etc.

Les Etats-Unis constituent le principal pays importateur et consommateur d'énergie de la planète. Au rythme actuel, ils épuiseront leurs propres réserves avant les vingt prochaines années. C'est la raison pour laquelle la richesse en gaz et en pétrole des pays latino-américains représente un intérêt hautement stratégique pour les Etats-Unis.

Selon les dernières estimations faites par Carlos Villegas<sup>18</sup>, elle compterait environ 1500 milliards de mètres cubes de gaz de réserves prouvées et 707.5 milliards de réserves possibles. Selon les experts, pendant les vingt prochaines années, la Bolivie pourrait recevoir grâce à ce gaz, près de 22 milliards d'euros. Le

pays est donc la première réserve latino-américaine de gaz naturel.

Les révoltes populaires peuvent ainsi sembler paradoxales puisque la Bolivie est une des économies les plus pauvres de l'Amérique Latine. De même, la consommation de gaz des Boliviens est assez limitée et on calcule que son exportation ferait augmenter d'un point son PIB pendant la prochaine décennie. Mais la population, surtout indienne, refuse l'exportation de gaz avant la satisfaction préalable des besoins internes du pays. Dans beaucoup de maisons andines on cuisine encore en brûlant du bois et de la paille, on se chauffe à la bouse et on paye des prix exorbitants pour acheter une bonbonne. Mais l'exportation de gaz ne rapporterait à l'Etat que 18% du prix final des ventes.

En arrière plan, trois raisons expliquent le mécontentement de la population bolivienne: de vieilles querelles historiques - le Chili amputa en 1879 la Bolivie de son débouché sur la mer ; l'endémique inégalité dans la distribution des revenus ; la volonté des peuples indigènes de reprendre le contrôle de leurs ressources naturelles des mains de multinationales. Ces trois raisons permettent de comprendre l'importante opposition de la population au président Gonzalo Sánchez de Lozada.

Depuis la Loi de Capitalisation de 1996, les hydrocarbures ont été privatisés. Aujourd'hui, 30 multinationales parmi les plus importantes de la planète contrôlent les réserves boliviennes. En ce qui concerne spécifiquement l'exportation de gaz liquide vers les Etats-Unis, il s'agit d'extraire le gaz dans le Bloc Caipipendi (sud de la Bolivie) en développant quinze puits supplémentaires, de le transporter vers le port de Mejillones au Chili et de l'y liquéfier. Ensuite, il s'agit de le transporter par bateau vers le Mexique, et de là, aux usines de SEMPRA Energy. Cette holding a signé un pré-contrat avec le promoteur

du projet, Consortium Pacific LNG (intégré par Repsol-YPF, British Gas, British

Petroleum, Total ElfFina et Exxon-Mobil). Le contrat concerne 22 millions de mètres cubes de gaz par jour pendant vingt ans, ce qui équivaut à 16.6% des réserves totales. Le bénéfice pour la Bolivie se limitera au développement des puits et à la construction des gazoducs. Le gouvernement bolivien affirme sans le démontrer qu'il y aura d'importants effets sur les revenus et sur l'emploi. En fait, les plus avantageuses seront les multinationales car la partie la plus rentable de l'affaire se situe dans le transport, la liquéfaction et la ré-gazéification. De plus, Pacific LNG paierait un montant bien inférieur au prix payé actuellement par le Brésil. Sur ce montant, l'Etat bolivien percevrait 18% de taxes. Il faut souligner que les multinationales du consortium disposent d'importants intérêts au Chili, raison pour laquelle elles font pression sur la Bolivie pour que le gaz passe par un port chilien au lieu d'un port péruvien.

La guerre du gaz est celle du peuple bolivien mobilisé contre l'Etat suspecté de brader les richesses nationales. Le gaz est le symbole de la résistance des laissés pour compte du développement contre l'emprise des entreprises étrangères.

La question du gaz montre que la Bolivie est entrée dans un conflit d'intérêts où s'opposent prétentions du marché mondial et satisfactions des besoins domestiques. Elle illustre le fossé qui se creuse entre centre et périphérie, entre dirigeants et peuples. Elle génère des conflits, vecteurs d'instabilité, qui pourraient demain devenir incontrôlables.

Laia Serradell Maronda

<sup>1</sup> Carlos Villegas, «Privatización de la industria petrolera en Bolivia», La Paz, 2002.

## BILAN DU COURS D'ÉTÉ DU GIPRI

Le cours d'été pluridisciplinaire du GIPRI sur les grands problèmes de la paix s'est déroulé du 18 août au 5 septembre. Il a été inauguré par Aminata Traoré, écrivain, ancienne ministre du Mali. Plusieurs stagiaires collaboreront à nos futures recherches par le biais du PRO-GIPRI.

Le tableau reflète la richesse de la sélection.

	Profession	Etudiant	ONG	Prof. Juridique	Universitaire	Consultant	Prétrise et théologie	Avocat	Diplomate	Ministère Défense	Organisation International-	Médecin	Journaliste
<b>Provenance</b>													
<b>Europe occidentale</b>	<b>7</b>												
France	4	X			X	X					X		
Espagne	1		X										
Suisse	1											X	
Lichtenstein	1						X						
<b>Europe orientale</b>	<b>5</b>												
Lettonie	1			X									
Macédoine	1												X
Moldavie	1				X								
Rep. Tchèque	1									X			
Roumanie	1									X			
<b>Amériques</b>	<b>3</b>												
Bolivie	1								X				
Haïti	1							X					
St. Domingue	1	X											
<b>Afrique</b>	<b>4</b>												
R.D.Congo	3		X				X					X	
Burundi	1	X											
<b>Océanie</b>	<b>1</b>												
Tahiti	1	X											



### L'EMPIRE DE LA PEUR Terrorisme, guerre, démocratie de Benjamin Barber

Les meilleures analyses sur les Etats-Unis émanent souvent d'auteurs de ce pays. Benjamin Barber, plus modéré, que Noam Chomsky ou William Blum, illustre cette capacité à critiquer intelligemment les dirigeants de son pays. Ancien conseiller d'Hillary Clinton, il écrivit naguère le best-seller : *Djihad versus McWorld*.

Son dernier livre *Fear's Empire – War, Terrorism and Democracy*, vient de paraître en français. Une fois encore, on peut s'étonner d'une traduction de titre prenant des libertés avec l'énoncé original. Pourquoi inverser « terrorisme » et « guerre » dans le sous-titre, sauf à suggérer fallacieusement que la guerre serait réellement celle faite au terrorisme ? A la *pax americana* fondée sur une force militaire méprisant le droit et les peuples, Barber oppose une « *lex humana*, la loi universelle chevillée au cœur de la condition humaine. Appelons-la démocratie préventive. La *lex humana* travaille à l'harmonie des nations du monde dans le contexte des droits et des lois universels, instauré par la coopération politique, économique et culturelle commune à celle qu'avalisera une autorité juridique commune, que ce soit au Congrès, dans les traités multilatéraux ou

par le biais des Nations unies. » Barber préfère opposer les chouettes que des colombes aux faucons. La chouette, animal de Minerve, déesse de la Sagesse, voit la nuit et chasse au crépuscule, quand tout n'est pas noir ou blanc. Barber perçoit la menace du couple terrorisme-guerre. Il écrit : « La guerre préventive n'empêchera pas le terrorisme au bout du compte ; seule la démocratie préventive peut le faire. » Il lutte, au nom de l'interdépendance planétaire, contre la vision américaine de l'indépendance, du franc-tireur. On peut lui objecter que l'indépendance est précisément le libre choix de ses interdépendances, et non la soumission résignée aux dominations de l'heure. Ce dont Barber est conscient quand, citant le discours de réception du prix Nobel Jimmy Carter, le 10 décembre 2002, il écrit : « Dieu nous donne la capacité de choisir. Nous pouvons choisir d'alléger les souffrances. Nous pouvons choisir de travailler ensemble à la paix. » A bon escient, Barber cite Joseph E. Stiglitz, dans son chapitre économique judicieusement intitulé « On ne peut pas exporter McWorld et l'appeler démocratie. » « Sous le signe de la privatisation, les citoyens ne se rapprochent pas du pouvoir, mais s'en trouvent encore plus éloi-

gnés (...) Lorsqu'il annonça en 1996 que l'Amérique avait atteint « la fin de l'ère de l'intervention excessive de l'Etat » (*big government*), le président Clinton libéra moins les Américains de la bureaucratie publique et de la corruption politique qu'il ne les fit entrer dans l'âge Enron de la bureaucratie privée et de la corruption des sociétés. Ce faisant, il contribua involontairement à transformer la guerre que le fondamentalisme des marchés menait ouvertement contre l'inefficacité publique en une guerre secrète contre la démocratie elle-même. » Avec la même sagacité, Barber note « On ne peut pas exporter l'Amérique et l'appeler liberté ». Faisons nôtre son dernier mot : « La vraie puissance réside aujourd'hui dans le fait d'être capable de vouloir des lois planétaires communes, et non d'affirmer la souveraineté nationale individuelle. La logique de liberté et la logique de sécurité peuvent s'attirer : la démocratie les empêchera de se désunir. Sur la vraie démocratie, sur les hommes et les femmes dont la citoyenneté militante forme la vraie démocratie, l'empire de la peur n'a aucune prise. »

G.Galice

## ASIE DU SUD

Pugwash et GIPRI ont organisé avec l'aide financière de la commission des bons offices du DFAE et du DDPS une seconde rencontre de personnalités indiennes et pakistanaises à Genève du 16 au 18 mai 2003. De même qu'en novembre 2002, il s'agissait de permettre la

discussion entre partenaires de deux pays nucléaires déclarés et en conflit depuis 1947. Ils ne se rencontrent pas ou seulement au cours de réunions officielles qui ne sont pas propices à des discussions ouvertes. Le rapport de synthèse des deux rencontres peut être trouvé sur le site web de Pugwash. (<http://www.pugwash.org>).

Des progrès ont été accomplis récemment vers une diminution des tensions entre les deux pays, notamment en ce qui concerne le Cachemire. La vigilance reste nécessaire. Une tentative de réunion du même type en novembre à Goa a échoué pour un problème de visas. Les efforts continuent

## PROGIPRI et les anciens étudiants

Depuis quelques mois, le GIPRI a entamé une recherche des étudiants qui ont participé aux différents cours d'été depuis 1987 afin d'établir un réseau d'anciens, intégré à l'association ProGIPRI de soutien à la Fondation.

Ce projet a plusieurs objectifs : constituer un annuaire privé, assurer la possibilité de nouvelles collaborations et partenariats, créer un forum d'information et de dialogue sur Internet ainsi que d'étendre la diffusion des travaux du GIPRI concernant la sensibilisation aux problèmes de la Paix.

Ce réseau s'articule principalement à travers notre nouveau site Internet, plus spécifiquement notre forum à accès réservé. Il permet aux étudiants d'être informés de l'activité du GIPRI (bulletin, nouvelles publications, activités de la fondation).

Plus de 150 étudiants ont été contactés. Un des actifs de ce projet tient à la diversité de profils, provenances, fonctions sociales de nos anciens élèves : ils nourrissent un réseau qui est un atout pour le futur développement du GIPRI ainsi que pour la Genève internationale.

## SERGIO, UN AMI DE LA PAIX MORT A LA GUERRE

(suite de la page 1...)

Affable, curieux, il nous écoutait patiemment, sans se départir de son large sourire. Sa vie et sa carrière firent de cette personnalité brésilienne une haute figure de la Genève internationale. Il avait d'abord quitté le Brésil, étouffé par le climat dictatorial. Son expulsion de France pour avoir participé aux événements de mai 1968 lui valurent d'entreprendre ici une carrière brillante. Docteur en philosophie et Docteur ès-lettres et sciences humaines, il gravit les échelons des organisations internationales. Ses missions l'envoyèrent au Bangladesh, au Soudan, à Chypre, au Mozambique, au Pérou, au Liban, dans la région des Grands Lacs africains, au Timor...

Sergio Vieira de Mello fut au centre de tensions insupportables. L'ONU et ses mandataires, les Etats, ne voulurent ou ne purent gérer équitablement, depuis 1990, les responsabilités du conflit irakien et de ses causes. Le peuple irakien se trouva pris sous les feux croisés de « sa » dictature et des intérêts internationaux. Il fut conséquemment affamé, tué à petit feu par le programme « pétrole contre nourriture ». Il continue à être pillé par les indemnités de la première guerre (cf. article « Irak : bilan provisoire d'une guerre durable » dans ce même numéro.) Les terroristes fleurissent sur le terreau du ressentiment. Sergio Vieira de Mello le savait, qui disait, en 1991, dans sa leçon inaugurale du cours d'été du GIPRI : « Tout traité ou accord qui néglige l'établissement ou le rétablissement de la confiance entre peuples et Etats et qui, sous sa forme politique, militaire, géographique ou socio-culturelle, institue un degré d'humiliation ou de déni de droit, ce texte-là sera à coup sûr la source de nouvelles mécontentes et de nouveaux conflits. »

Notre ami avait en effet fait sa leçon sur « **Histoire philosophique et histoire réelle : actualité de la pensée politique de Kant.** » Le meilleur hommage est de lui donner la parole en citant des extraits de son magistral propos<sup>19</sup>.

<sup>19</sup> L'intégralité de ce texte figure sur le site du GIPRI [www.gipri.ch](http://www.gipri.ch)



« (...) Il était donc tout à fait pertinent et opportun de revenir à l'essentiel et d'intituler ce cours « Paix et guerre dans les années 90. (...) Non, l'histoire n'est pas finie. En vérité, à cette complexe croisée des chemins au centre de laquelle nous nous trouvons, elle paraît prendre un nouveau départ. C'est la responsabilité effrayante de lui imprimer une direction qui nous incombe. (...) Kant commence par mettre en relief « la folie, la vanité, la méchanceté et la soif de destruction puérides qui caractérisent l'ensemble de la scène du monde (...) La tension entre l'instinct et la raison débouche sur une liberté quasi sartrienne, capable du pire et du meilleur et pour cela même incontrôlable. (...) L'un des grands mérites de Kant est d'avoir posé il y a deux siècles un principe aujourd'hui, me semble-t-il, généralement accepté, à savoir qu'il n'y a d'histoire véritable qu'au plan de la totalité humaine. (...) Kant, Hegel et Husserl – trois penseurs allemands choisis à dessein – sont d'accord sur un point : l'histoire tue et les relations internationales brillent par leur déraison. (...) Est-il surprenant, par ailleurs, que le Président Woodrow Wilson, principal artisan de la Société des Nations, eut le projet de Kant pour livre de chevet ? (...) Kant ne se contente pas d'élaborer une philosophie du cosmopolitisme ; il nous propose, il y a deux siècles, l'esquisse d'un véritable édifice conceptuel et d'une structure empirique pouvant surmonter la contingence et le conflit et instaurer des rapports de confiance et de coopération entre les nations. (...) Aucun traité de paix, dit Kant, ne mérite ce nom lorsqu'il contient un prétexte à la guerre future. C'est là un conseil plein de sagesse que maints hommes politiques auraient eu intérêt à méditer. Ce que Kant exprime ici est quelque chose que nous semblons avoir enfin compris tout récemment, à savoir que tout traité ou accord qui néglige l'établissement ou le rétablissement de la confiance entre peuples et Etats et qui, sous sa forme politique, militaire, géographique ou socio-culturelle, institue un degré d'humiliation ou de déni de droits, ce texte-là sera à coup sûr la source de nouvelles mécontentes et de nouveaux conflits (...) Cette énergique condamnation du droit d'intervention dans les affaires intérieures d'autres nations, que les grandes puissances ne sont pas toujours les seules à s'arroger, constitue une des normes cardinales, plus souvent affirmée que respectée, du droit international moderne et de ce que j'appellerai l'idéologie de l'ordre inter-étatique contemporain. (...) Il n'est pas abusif de penser qu'il aurait applaudi l'adoption, par exemple, de la résolution 688 concernant le sort réservé aux populations civiles, kurdes et chiites, par le gouvernement irakien. La 688 a alimenté un intense débat précisément autour des questions que Kant met en relief dans les articles préliminaires, et entre lesquels il établit un lien étroit : souveraineté, droit d'ingérence, droit de l'homme, anarchie – au sens étymologique du terme c'est-à-dire absence de principes et mépris du droit -, menace pour la sécurité et la paix régionale, sans parler bien entendu de la batterie de résolutions politiques et économiques ayant trait à l'invasion et à la prétendue annexion du Koweït par l'Irak. (...) Dans la résolution – regrettable - des différends par la force, il ne doit pas y avoir place pour des méthodes extrêmes, telles que l'extermination ou la guerre punitive. (...) la guerre ne doit pas entacher d'infamie l'état de paix. (...) Ce sont le volontarisme et l'optimisme prudent qui caractérisent la pensée politique de Kant. (...) »

Pour nous, ce texte est le testament philosophique que Sergio Vieira de Mello laisse aux cohortes d'étudiants du GIPRI. Etranger aux schématismes, Sergio conciliait profondeur de réflexion et capacité d'action, il combinait « le volontarisme et l'optimisme prudent », la clarté des idées et la finesse de leur mise en oeuvre.

GIPRI



## Conférence L'EAU POUR LA PAIX :

Le bulletin° 6 (décembre 2002) annonçait que la table ronde sur l'eau en Israël et en Palestine aurait des suites. Elle en a. Le GIPRI devrait organiser une conférence technique et scientifique à visée pratique sur ce sujet. Une mission exploratoire a eu lieu en début décembre 2003. Deux représentants du GIPRI ont rencontré des experts israéliens à Jérusalem et palestiniens à Amman. Le projet suit son cours.

## « L'INITIATIVE DE GENEVE »

### Monsieur Alexis KELLER

docteur es sciences économiques et sociales de l'Université de Genève,

donnera une conférence sous les auspices du GIPRI, intitulée,

## PERSPECTIVE DE PAIX ISRELO-PALESTINIENNE : DE CAMP DAVID A GENEVE

le 16 janvier 2004 à 20h à l'Aula de l'Uni Bastions, salle B 106,  
place de l'Université, à Genève

Nommé « The Geneva Accord » en anglais, le processus est plutôt baptisé « Initiative de Genève » en Suisse. Il s'agit d'une initiative de personnalités israéliennes et palestiniennes soufflant à leurs autorités respectives le texte d'un accord en bonne et due forme. Le texte a été symboliquement signé à Genève le 1er décembre.

*Le Monde diplomatique* reprend le texte anglais diffusé par le journal israélien *Haaretz* sur son site <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/proche-orient/a10414>.

Le lecteur peut trouver la version française sur <http://www.upjf.org> et sur <http://www.solidarite-palestine.org>

## INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHES POUR LA PAIX A GENEVE (GIPRI)

Président d'honneur : A. Bérenstein (décédé)

Bureau de la Fondation : J.P. Stroot (prés.), J. Goldblat, G. Harigel

G.Galice, directeur

L. Calligé, collaborateur scientifique,

L. Serradell Maronda, stagiaire

C. Soumeire, assistante

Voie Creuse, 16

1202 Genève, Suisse

Tél. : +41 (0) 22 919 79 42

Fax : +41 (0) 22 919 79 43

C.C.P. : CH-12-4103-5.

Les opinions exprimées dans ce bulletin n'engagent que leurs auteurs